

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1570

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

OMC : isolement illusoire

Les paysans suisses diront non par référendum à une baisse inacceptable des protections agricoles dans les négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils pèsent de tout leur poids pour influencer l'attitude de la délégation suisse emmenée par Joseph Deiss au sommet de Cancun au Mexique. C'est de bonne guerre. Car la menace est réelle. Les documents préparatoires de la conférence laissent entendre que les deux éléphants du commerce mondial - l'Union européenne et les Etats-Unis - sont tombés d'accord sur un abaissement substantiel de toutes les formes de protections agricoles. Les paiements directs que la Suisse a pu jusqu'ici miraculeusement protéger des foudres libérales ne seraient pas épargnés.

La position de la Suisse est inconfortable. Son agriculture est la plus protégée du monde. Le revenu paysan provient à septante pour cent d'aides diverses. Les suivants dans ce palmarès sont les agriculteurs japonais et les Norvégiens protégés à soixante pour cent. Dans cette situation exposée, la Suisse sera condamnée à faire des concessions.

Un rejet, par référendum, du paquet agricole aurait des conséquences sérieuses pour la Suisse. Cela entraînerait, au mieux, son exclusion de toute extension de l'accord, qui comprend les services, l'industrie, la propriété intellectuelle, ce qui donnerait un avantage à l'ensemble de ses

concurrents. Ce pourrait être, au pire, l'éjection pure et simple de l'OMC, si une majorité de trois quarts des membres décidait de punir un pays très riche qui refuse tout sacrifice. Dans tous les cas, la Suisse ne jouerait plus aucun rôle dans les négociations internationales. Les Etats-Unis et leur force de frappe économique pourraient, sans grand dommage, se passer de l'OMC. Pas la Suisse. Une ré-
glementation économique mondiale est le seul moyen, pour un petit pays, de résister à la sauvagerie de la loi du plus fort.

L'Union suisse des paysans, qui fédère la large majorité des organisations agricoles, sait bien que la voie solitaire est sans issue. Avec lucidité, elle a donné son feu vert à un rapprochement progressif avec le grand marché européen. Elle sait aussi qu'en bloquant tout accord avec l'OMC, elle perdrait le soutien des autres forces économiques du pays et, en même temps, d'une majorité parlementaire qui vote subventions et protections agricoles. Si un accord à l'OMC est encore loin d'être sous toit, le référendum agricole est plus loin et plus incertain encore.

AT

La Suisse ne pourrait pas se passer de l'OMC. Une réglementation économique mondiale est le seul moyen, pour un petit pays, de résister à la sauvagerie de la loi du plus fort.

Sommaire

Fiscalité : De l'amnistie fiscale à l'amnésie morale (p. 2)

Elections fédérales : La campagne sur la Toile (p. 3)

Zurich (suite et pas fin) : La pub parle anglais - Et le *sens of proportion* ? (p. 4)

EnergieSuisse : Le prix des économies (p. 5)

Forum - OMC : Brevets et médicaments, injustice et aveuglement (p. 6)

Sport : Le doping des dieux (p. 7)